

# EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 16 décembre 2024

Date de convocation : 10 décembre 2024

Date d'affichage : 10 décembre 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 23

Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi seize décembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Colas – A. Jégovic – I. Crézé – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – V. Rebours – M. Devrand – E. Allanïc – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : M. Cosson donnant procuration à A. Guennou, B. Delanoë donnant procuration à V. Rosnarho, A.G. Bertrand donnant procuration à A. Jégovic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand.

Était absent : néant

Monsieur Grégoire Kuntz est nommé secrétaire et Madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

## OBJET :

CONSEIL DÉPARTEMENTAL – CONVENTION AVEC  
L'AGENCE TECHNIQUE DÉPARTEMENTALE (ATD)  
RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UN CHEMIN  
PIÉTONNIER – rue Saint-Thomas (RD 712)

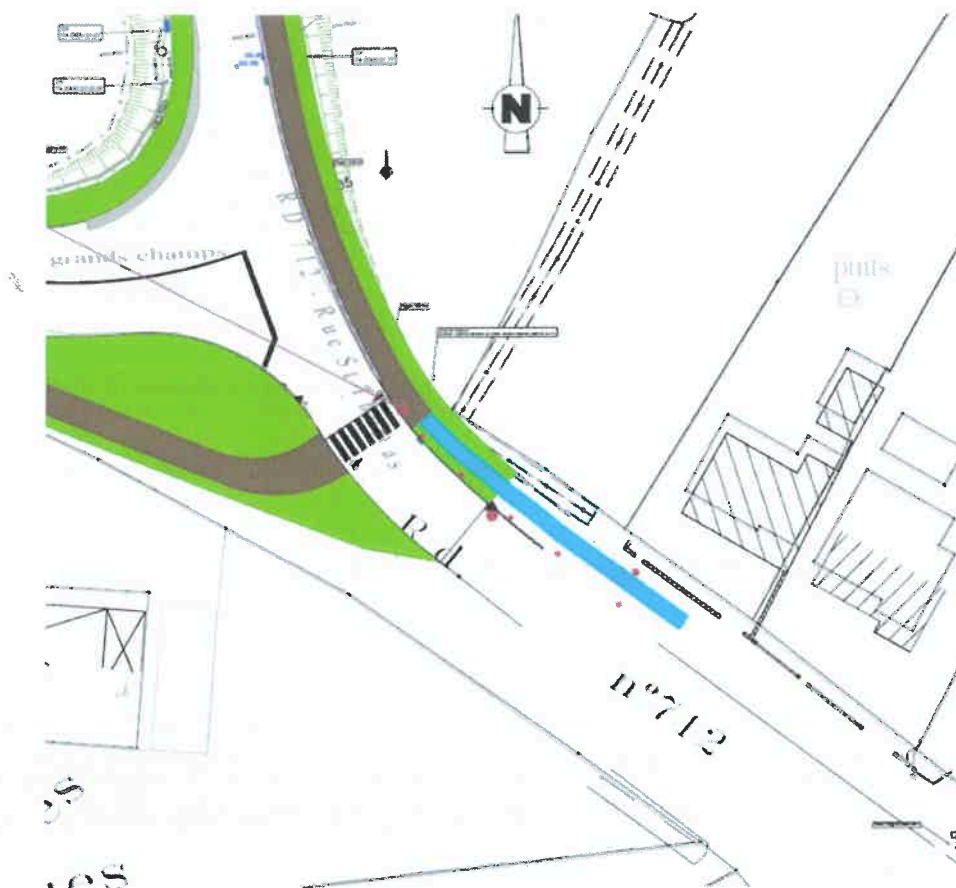
Rapporteur : Annie GUENNOU, Maire

Des sollicitations ont été formulées par des riverains concernant la création d'aménagements légers le long de la route départementale RD 712 (rue Saint-Thomas à Saint-René).

Ces aménagements visent à permettre un cheminement sécurisé pour les piétons, notamment ceux se déplaçant avec une poussette ou un fauteuil roulant, pour relier certaines maisons au jardin thérapeutique, sensoriel et pédagogique et au bourg de Saint-René.

Il est proposé de réaliser en régie les aménagements suivants :

- Aménagement d'un cheminement piétonnier (revêtement stabilisé GNT 0/30) d'une largeur minimale de 1,40 m, sur une longueur de 26 ml, et séparé de la chaussée par une bande végétalisée de 0,60 m.



Ces aménagements se situant sur route départementale, il convient de solliciter l'accord préalable du Conseil Départemental, seul habilité à autoriser les interventions sur son domaine public routier, à préciser les dispositions prévues, à définir les modalités de réalisation des travaux ainsi que celles d'entretien ultérieur.

Une convention d'occupation du domaine public routier départemental établie entre le Département et la Commune formalisera l'autorisation de cet aménagement et ses conditions. Le projet de convention est joint à cette délibération.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- D'APPROUVER le projet d'aménagement présenté ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer avec le Département, la convention d'occupation du domaine public routier départemental relative à cet aménagement dont le projet est joint à cette délibération.

Annie GUENNOU,  
Maire.